



## **Cérémonie de la Saint-Eloi**

Mercredi 28 novembre 2018 à 16h – Salle des fêtes

### **Discours de M. Fabien THIEME**

**Maire de Marly**


**Vice-président de Valenciennes Métropole**

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis cet après-midi pour un moment convivial : la fête de Saint-Eloi.

Issue des traditions ouvrières de notre pays, cette fête a toujours eu une connotation particulière dans notre région, terre de métallurgie.

Saint Eloi était en effet à l'origine le saint patron des métallurgistes, avant de devenir par l'usage celui de tous les ouvriers puis, par extension, celui de celles et ceux qui travaillent.




Cette Saint-Eloi 2018 intervient dans le contexte difficile que l'on connaît.

S'il y a beaucoup à dire sur la forme - sur les dérives du mouvement qui tendent à monter les Français les uns contre les autres, au lieu de prôner l'unité, et font le jeu des extrémismes -, la grogne des gilets jaunes exprime un ras-le-bol général lié à la baisse du pouvoir d'achat.

Laquelle est la conséquence mathématique d'un gel des revenus, conjugué à une hausse des charges à caractère général : prix du carburant, du gaz et de l'électricité, et j'en passe.

Pendant ce temps, la gabegie se poursuit : les cadeaux à la finance internationale se multiplient ; l'évasion fiscale s'organise, et permet à une poignée de privilégiés d'échapper à leurs devoirs envers leur pays.

Pour en savoir plus sur cette inacceptable réalité, je vous invite à la rencontre débat du 14 décembre prochain, avec Alain et Eric BOCQUET, dans le cadre de la présentation de leur livre « Sans domicile fisc ».




Le rendez-vous est fixé à 18h30 en salle du Conseil municipal ; vous êtes toutes et tous conviés.

Un mot, également, du statut du fonctionnaire : dans le cadre de son projet de réforme de l'Etat, le Gouvernement a récemment annoncé son intention de proposer, dès le début de l'année 2019, un projet de loi visant à supprimer 50 000 postes de fonctionnaires d'Etat d'ici 2022 ; 120 000 si l'on compte les 70 000 suppressions de postes dans la fonction publique territoriale.

Au cœur de ce dispositif : l'embauche de salariés « hors statut », c'est-à-dire de contractuels. Une mesure qui viendrait s'ajouter au gel du point d'indice et à toutes ces décisions qui ne peuvent qu'impacter négativement les conditions de travail et de vie de celles et ceux qui œuvrent pour la collectivité.

Et qui contribuent à opposer public et privé, au lieu de prôner l'union et le rassemblement face à des problématiques autrement primordiales.




Je pense évidemment aux enjeux environnementaux : l'urgence étant plus que jamais de remettre la planète au cœur des débats.

Mais aussi à la montée de l'intolérance sous ses formes les plus viles : racisme, antisémitisme, homophobie, violences faites aux femmes, etc.

J'en terminerai par un mot sur un sujet doublement d'actualité, en ce jour de célébration du saint patron des métallurgistes.

Pour redire tout notre soutien aux salariés d'ASCOVAL, dont l'avenir est suspendu à la décision du tribunal de Strasbourg, le 12 décembre prochain.

Un sursis de quatre semaines qui nous a laissé le temps d'organiser de nouveaux soutiens, mais qui a également laissé aux salariés d'ASCOVAL et à ceux des entreprises sous-traitantes – soit près d'un millier d'emplois concernés – le temps de s'inquiéter pour leur avenir et celui de leurs familles.



La fermeture d'ASCOVAL Saint-Saulve marquerait l'abandon pur et simple de la sidérurgie française au profit des pays de l'Est, de l'Allemagne, de l'Asie, de l'Amérique du sud ou de l'Afrique. Et cela, nous ne pouvons l'accepter.

J'emprunterai à l'industriel du début du 20<sup>ème</sup> siècle, Henri FORD ce mot de conclusion :

**« Se réunir est un début ;  
Rester ensemble est un progrès ;  
Travailler ensemble est la réussite. »**

Merci à toutes et à tous pour votre présence, aujourd'hui.

Et place aux mises à l'honneur !